

Le cauchemar des mégapoles vertes

Dans les grandes métropoles, tous les candidats aux élections municipales se font désormais passer pour écologistes. Mieux, les villes les plus puissantes du monde s'affirment comme les fers de lance de la lutte contre le réchauffement climatique. Le futur qu'elles planifient, c'est celui de villes-machines où les habitants seront toujours davantage soumis au système technicien.

Ces dernières années, un lieu commun s'est propagé dans les services de communication des élus de métropoles : les grandes villes seraient à la pointe du combat contre le réchauffement climatique. Bien supérieures aux États-nations trop pesants et coupables d'« inerte », elles seraient les « pionnières » du nouveau monde écologique. Ce discours arrogant et autosatisfait, on le trouve aussi bien chez le maire de Grenoble Eric Piolle – les villes sont des « catalyseurs du changement » et « réveillent l'espoir », affirme-t-il¹ – que chez sa collègue de la capitale Anne Hidalgo : « les grandes villes du monde suppléent souvent les États et l'Europe, incapables d'assumer leur rôle dans la lutte contre le réchauffement climatique », se félicite-t-elle².

Une Parisienne cite en exemple le C40, qu'elle a présidé de 2016 à 2019. Cette organisation rassemble 96 des plus puissantes métropoles, qui représentent 25 % du PIB mondial et ont l'ambition de « façonner l'avenir », de mener l'action climatique pour guider toute l'humanité vers la croissance verte. Dans son livre *Et si les maires gouvernaient le monde*³, le politologue Benjamin Barber prend aussi le C40 comme un modèle, illustrant le pouvoir croissant des villes, leur préférence à l'hégémonie : à la prise en charge des problèmes globaux. Rêvant d'une « société transnationale », où la population de plus de 1 milliard plus mobile vivrait majoritairement dans des mégapoles connectées par des réseaux de télécommunication et des flux mondiaux de marchandises, Barber lance un appel à la constitution d'un parlement des maires, pour qu'ils « gouvernent le monde et permettent à leurs administrés urbains de sortir de leur pays et de devenir des citoyens sans frontières ». Selon cet ancien conseiller de Bill Clinton, les grandes villes en réseau « sont les plus aptes à relever des défis mondiaux, matière d'environnement, d'immigration, de commerce, de santé, de criminalité, de terrorisme et de marchés ». Ce sont elles « qui nous permettront, peut-être, de construire un avenir juste et durable, pour la planète entière ». Elles qui « décideront probablement de la survie de la démocratie, voire de la civilisation elle-même durant les prochaines décennies ».

High-tech verte

Investies de cette mission, les villes-monde échafaudent des « feuilles de route » pour s'atteler à la « décarbonation » du monde. Les travaux du C40 – que la fondation Clinton a impulsés et qui sont financés entre autres par les gouvernements anglais, allemand ou encore danois, par des organisa-

tions de philanthropes comme les Rockefeller, Bloomberg ou Soros, et par des multinationales comme Velux, Axa, L'Oréal ou Mastercard – fourmillent de préconisations pour « verdier » les cités en les soumettant toujours davantage au règne de la technique. Le futur qu'ils dessinent, c'est celui de villes-machines au fonctionnement optimisé.



Ces villes, autoproclamées « fers de lance des efforts mondiaux de lutte contre les changements climatiques⁴ », planifient un entassement croissant des hommes dans les mégapoles, une dépendance accrue à l'électricité et au numérique, un système technicien toujours plus efficace, autonome et totalitaire. Les experts de la transition écologique demandent des investissements publics-privés massifs dans les infrastructures, l'énergie, les transports, les bâtiments. Ils appellent à « l'électrification complète de nos villes⁵ » : tous les besoins énergétiques, des transports à l'industrie en passant par la résidence de chacun, seraient satisfaits par la fée électricité, sans utiliser le moindre combustible fossile. Cette production exponentielle⁶ de kilowatts serait fournie par des centrales nucléaires⁷ et des sources dites « renouvelables » : notamment des grands barrages, des parcs photovoltaïques et des mégaproductions éoliennes sur terre et en mer. Les ruraux qui verront leurs lieux de vie ainsi aménagés et artificialisés pour les besoins des métropoles sont priés de ne pas se plaindre.

Mais le C40 appelle aussi à investir dans des procédés qui nous feraient entrer dans l'ère de la géo-ingénierie : « La communauté scientifique mène actuellement des recherches et des études sur un certain nombre de technologies à émissions négatives [sic]. Celles-ci capturent le CO₂ dans l'air directement ou indirectement et le stockent de façon permanente dans des réservoirs souterrains ou sous d'autres formes stables à l'échelle géologique⁸. » Parmi ces technologies, la « bioénergie avec captage et stockage du dioxyde de carbone ». Recette : faire pousser

des arbres qui captent du carbone, les couper et brûler toute cette « biomasse » dans des centrales électriques, récupérer le carbone libéré par la combustion avant qu'il ne s'échappe dans l'atmosphère et l'injecter dans le sous-sol. Une méthode bien évidemment promue par les scientifiques du Giec, derrière lesquels il faudrait s'unir selon l'idole Greta Thunberg⁹.

Cette abondante électricité alimentera notamment la « mobilité de nouvelle génération¹⁰ ». Cela ne concerne pas seulement les planches à roulettes, roues gyroscopiques et autres trottinettes des urbains connectés à leurs ordiphones. Mais aussi les automobiles, les bus, les trains. Tout roulera à l'électricité inépuisable et grâce aux capacités de stockage démultipliées des batteries, dont les métaux rares sont extraits dans des mines

connectés Linky) qui viendront collecter des données sur les activités des foyers. « Les compagnies exploiteront les Big Data pour suivre la consommation d'électricité de chaque client sur toute la chaîne de valeur et elles utiliseront des outils analytiques pour créer des algorithmes et des applications destinés à les aider à améliorer leur efficacité énergétique accumulée et leur productivité et à réduire leur empreinte carbone », s'enthousiasme le technolâtre Jeremy Rifkin, qui promet monts et merveilles de cette troisième révolution industrielle¹³.

Ces villes-machines dont les moindres recoins seraient connectés au réseau internet total et dont les déchets seraient intégralement recyclés pour clôturer le système industriel sur lui-même laissent donc présager d'un futur toujours plus artificialisé et robotisé. Et ce, au nom de la lutte contre le réchauffement climatique. C'est ce à quoi nous destine clairement le C40 : « La réduction des émissions de gaz à effet de serre peut être rendue possible par le progrès rapide des technologies à usage général, qui incluent les technologies de l'information et de la communication, l'intelligence artificielle, l'internet des objets, les nanotechnologies, les biotechnologies et la robotique¹⁴. » Une merveilleuse opportunité pour « stimuler la croissance économique et la prospérité¹⁵ », se réjouit Anne Hidalgo.

Bien entendu, un tel modèle échoue à contrecarrer le réchauffement climatique, puisqu'il l'accélère au contraire. Comment des métropoles tentaculaires qui ne cessent de grossir, de bétonner, de concentrer une population hors-sol, dont le modèle repose sur l'hypermobilité et la surconsommation, sur l'accélération des flux d'informations, des transports d'hommes et de marchandises, sur l'intensification des échanges économiques à l'échelle mondiale, comment ces agglomérations démesurées peuvent-elles se faire passer pour les fers de lance de la lutte contre le dérèglement climatique ? Elles sont les fers de lance de la destruction du monde.

Le C40 le reconnaît lui-même : les villes émettent les trois quarts des émissions de gaz à effet de serre. Les métropoles les plus riches sont les plus insoutenables. Et les ravages qu'elles engendrent, elles les délocalisent en grande partie hors de leurs frontières. Puisque les matières premières, l'énergie, l'eau, l'alimentation, toutes les ressources qui leur sont nécessaires sont pompées de territoires périphériques pour être importés vers ces centres, et les déchets exportés¹⁶. Et ce ne sont pas les achats de « crédits carbone », ces nouvelles indulgences qui consistent par exemple à financer des projets de reforestation à des milliers de kilomètres, qui vont permettre à ces méga-cités d'atteindre la « neutralité carbone¹⁷ ». Elles le concèdent elles-mêmes : « si les tendances de croissance démographique et du PIB se poursuivent, accompagnées d'une amélioration continue de l'efficacité énergétique, les émissions annuelles devraient être multipliées par plus de sept d'ici à 2100¹⁸ ». La seule issue réside dans la décroissance, qui passe

par la désurbanisation¹⁹. Or le C40 prévoit au contraire la poursuite de l'urbanisation planétaire, et acte la dévastation écologique. Il y a quatre ans, le réseau des villes-monde déclarait : « ce sont les quatre prochaines années qui permettront de déterminer si oui ou non les mégapoles mondiales peuvent remplir leurs engagements²⁰ », pour limiter le réchauffement climatique, et réduisant drastiquement leurs émissions de gaz à effet de serre. Nous sommes en 2020, le délai est passé, et la réponse est non : ces mégapoles mondiales n'ont absolument pas inversé la tendance, elles n'ont fait que continuer à enfler et à aggraver la situation.

Aussi préparent-elles l'étape d'après : l'adaptation à un monde de plus en plus invivable. Déjà, elles chiffrent le nombre de personnes qui feront face à des conditions de chaleur extrême, qui seront exposées aux sécheresses et au manque d'eau potable, qui peineront à s'alimenter à cause de la baisse des rendements agricoles, qui seront touchés par la submersion des côtes ou encore exposés aux ruptures d'approvisionnement énergétique. Et elles réfléchissent à la climatisation, aux aménagements contre les îlots de chaleur, à la construction de digues face à la montée des océans²¹...

« La ville machiniste apparaît comme une tentative de robotisation totale des hommes, non encore menée à son terme », analysait Michel Ragon au terme de sa magistrale *Histoire de l'architecture et de l'urbanisme modernes*²². Aujourd'hui, les métropoles qui se targuent de mener la lutte contre le changement climatique avec leurs « solutions » high-tech et qui préparent l'adaptation à des conditions de vie de plus en plus dégradées apparaissent bel et bien comme une tentative de mener à son terme cette robotisation totale. Elles se conçoivent comme une grande machinerie dont il faut rationaliser le fonctionnement, optimiser le rendement, améliorer l'efficacité des flux énergétiques, des réseaux, de la circulation, des bâtiments, du traitement des déchets. En déployant partout des capteurs pour alimenter les algorithmes en donnée, piloter les comportements des gens, automatiser. En reliant tout, y compris les habitants-rouages équipés d'ordiphones, à un internet omnipotent. Ainsi, « l'existence quotidienne y sera conforme aux exigences de la machine²³ ».

Un monde invivable

Pierre Thiesse



1 - Eric Piolle, *Grandir ensemble. Les villes réveillent l'espoir*, Les liens qui libèrent, 2019.
 2 - Anne Hidalgo, *Moi, Combat pour Paris. Quand la ville ose...*, Flammarion, 2013.
 3 - Benjamin R. Barber, *Et si les maires gouvernaient le monde ? Décadence des États, grandeur des villes*, Rue de l'échiquier, 2015.
 4 - C40, *Deadline 2020. Comment les villes vont relever le défi 2016*.
 5 - Ibid.
 6 - « Aujourd'hui, l'électricité ne fournit que 15 % de l'énergie primaire totale dans le monde », reconnaît le C40.
 7 - « Les grands réseaux d'énergie transfèrent leur électricité à faible empreinte carbone vers nos villes (par exemple entre des éoliennes ou des centrales nucléaires, des sites de capture et de stockage du carbone (CCS), des sites de stockage de l'énergie ou des nœuds d'interconnexion et d'autres pays) ». *Deadline 2020*, op. cit.
 8 - Ibid.
 9 - C40, *Summary for urban policy makers. What the IPCC special report on global warming of 1,5 °C means for cities*, 2018.
 10 - McKinsey center for business and environment et C40, *Focused acceleration : a strategic approach to climate action in cities to 2030*, 2017.
 11 - Une entreprise érigée en modèle dans les rapports du C40.
 12 - *Deadline 2020*, op. cit.
 13 - « Nos logements seraient des nœuds de bâtiments intelligents qui pourraient se connecter en une multitude de plateformes pour créer un système nerveux et cérébral mondial distribué, réunissant la grande famille humaine en réseaux toujours plus variés et plus fluides », raconte encore M. Rifkin dans son livre *The New Deal vert mondial* (Les liens qui libèrent, 2019). L'intégralité de « l'environnement humain et naturel » devra être maillé et piloté par algorithmes, affirme-t-il avec des milliards de capteurs dans les bureaux, les logements, les magasins, les véhicules, les entrepôts, les usines, sur les routes, les réseaux d'énergie, d'eau, les flux de marchandises...
 14 - *Summary for urban policy makers*, op. cit.
 15 - *Deadline 2020*, op. cit.
 16 - C40, *Consumption-based GHG emissions of C40 cities*, 2017.
 17 - C40, *Defining carbon neutrality for cities & managing residual emissions. Cities' perspective & guidance*, 2019.
 18 - *Deadline 2020*, op. cit.
 19 - Guillaume Faburel, *Les Métropoles barbares. Démondialiser la ville, désurbaniser la terre*, Le Passager clandestin, 2018.
 20 - *Deadline 2020*, op. cit.
 21 - C40, *The future we don't want. How climate change could impact the world's greatest cities*, 2018.
 22 - La citation est tirée du tome 3 : Michel Ragon, *Histoire de l'architecture de l'urbanisme modernes. De Brasilia au post modernisme 1940-1991*, Casterman, 1986. Michel Ragon, ce génial autodidacte anarchiste à l'œuvre foisonnante, vient de mourir à l'âge de 95 ans.
 23 - Lewis Mumford, *La Cité à travers l'histoire*, Seuil, 1964.